

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Champagnier

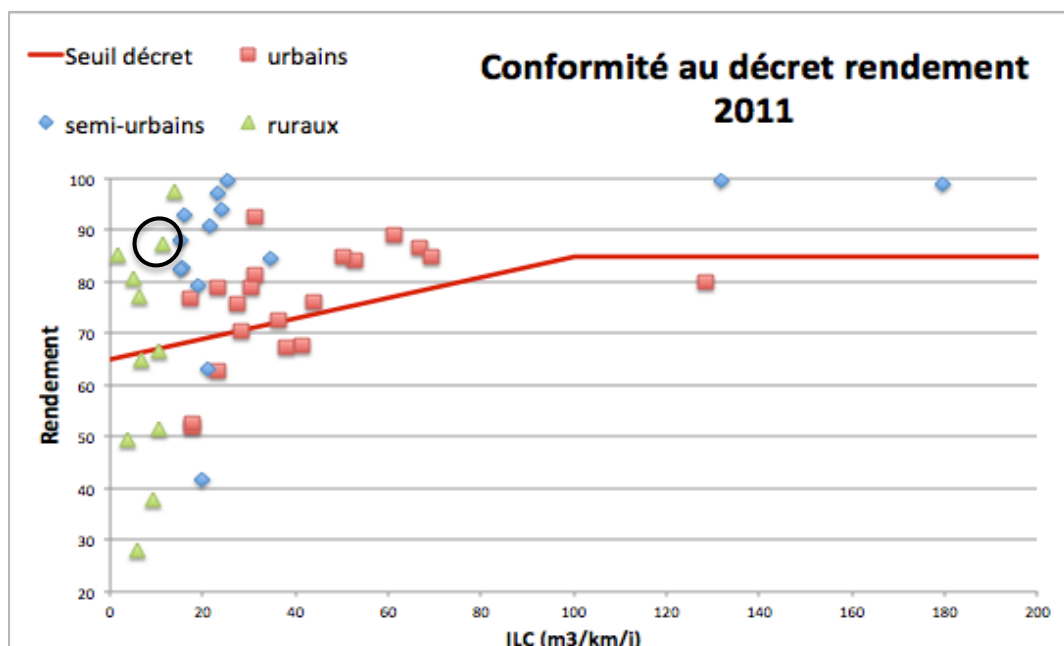
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 500 ILC : 11,4 m ³ /km/j Habitants : 1 193 Densité habitants* : 82 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 350 Date de règlement de service : Volume entrant: 70 Mm ³ 2012 Volume facturé: 61 Mm ³ Linéaire de réseau : 14,578 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 2 interconnexions Nombre total de compteurs : 474 Pourcentage de compteurs +12 ans : 20,7 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,67 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,92 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 87,2 % Indice Linéaire de Pertes* : 1,7 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 40/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 67,3 % Rendement 2011 : 87,2 % rendement lissé sur 3 ans* : 84,9 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0 € Fin des travaux : 2012	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 157 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 72 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 année Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,23 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : + 35,3 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4 ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Champagnier est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 87,3% et dépassait de 20 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 90,9%. Le rendement semble donc assez stable depuis quelques années, certainement maintenu grâce aux quelques travaux de renouvellement menés sur le réseau (670m en 5 ans). En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Champagnier en 2011 est de 1,7m³/km/j, et semble stable depuis quelques années (1,3 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Champagnier présentait donc des fuites de très faible importance.

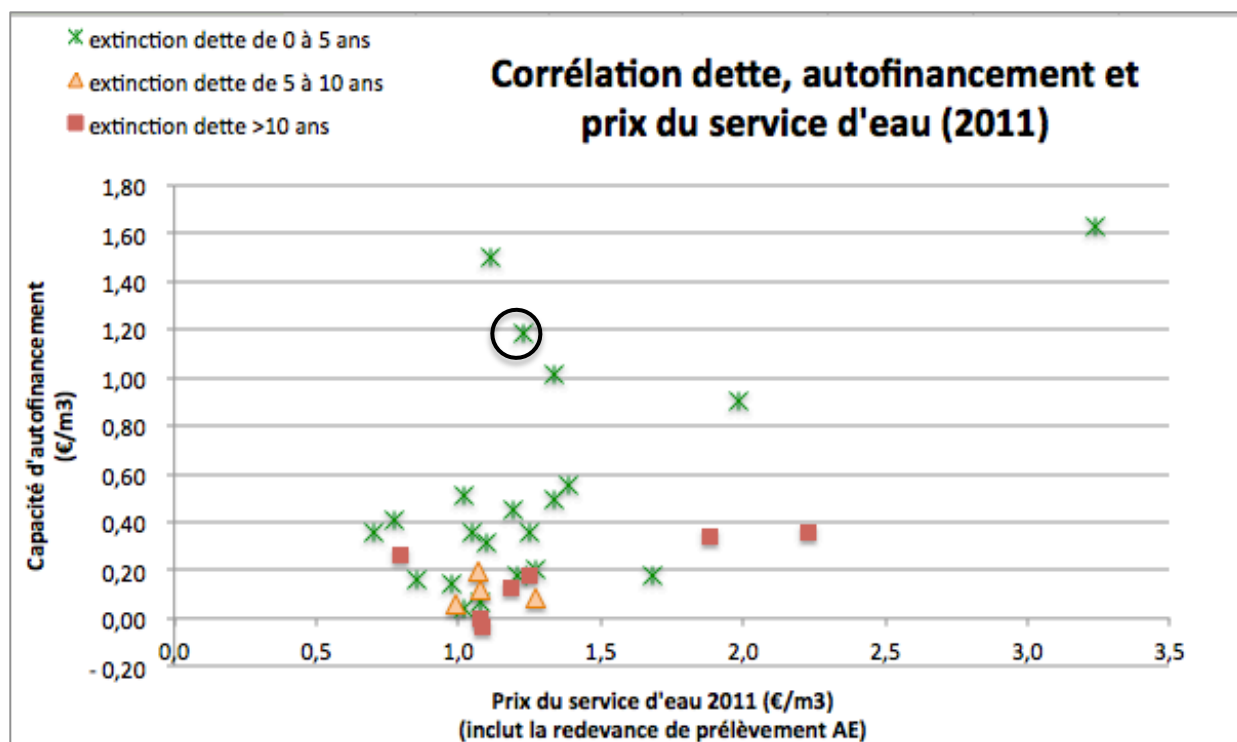
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Champgnier peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a en effet une connaissance assez limitée de son patrimoine (indice à 40/100). Notamment il n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin qu'en 2012 se sont achevés les travaux de renouvellement des branchements en plomb restant sur le réseau et que le parc de compteur semble assez jeune (20% des compteurs ont plus de 12 ans).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Champagnier est entourée.

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 1,18 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,23 €/m³.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est dans la moyenne du territoire et permet de dégager un autofinancement important de 1,18 €/m³ facturés. Cela correspond à une CAF nette de 72 k€ en 2011. Cette valeur semble structurelle (constatée en 2008 et 2010 aussi).

Le niveau de dette est inexistant (0€ en 2011). Cela laisse supposer que le service a choisi d'autofinancer intégralement ses travaux de renouvellement depuis 2008.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble suffisamment important pour financer des travaux de renouvellement raisonnables (CAF=72k€/an). S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Champagnier dispose d'une légère marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.